



Le 25 juin 2020

COMMUNIQUE DE PRESSE
Comité Régional Cgt Bretagne

« La santé n'a pas de prix », une vérité qui doit s'imposer aussi par la mobilisation !

« L'offre de soin est un sujet structurant pour bien vivre et travailler en Bretagne. Les discussions autour du Plan Régional Santé ont révélé un malaise de plus en plus important de la part des élus locaux quant aux conditions d'accès aux soins dans les territoires ».

C'est par ces mots que la Cgt Bretagne s'exprimait à l'occasion des discussions dans le cadre de la préparation du plan régional de santé 2018-2022. Sans mesurer la crise sanitaire de ce début d'année, les alertes, pour dénoncer un système de santé affaibli par les politiques d'austérité, avaient déjà été faites sans être suivi d'effet par les pouvoirs publics, Etat et ARS.

2019 a vu naître une large mobilisation des personnels de santé dans les différents secteurs. La prise en compte de cette colère aurait pu permettre de prendre d'autres décisions pour privilégier la santé des populations.

Au sortir de la crise sanitaire, malgré les annonces de soutien aux personnels de soin et de santé, la situation dans tous les secteurs de la santé reste très critique et il semble que les leçons sur la gestion de cette crise n'ont pas été tirées.

Le 16 juin dernier, plus de 27 rassemblements devant les hôpitaux, EHPAD... réunissant près de 20 000 manifestants, se sont tenus en Bretagne. A cela s'ajoutent toutes les initiatives tenues au sein même des établissements, mobilisant les personnels assignés pour assurer la continuité du service.

La journée du 16 juin restera un temps fort de la mobilisation des personnels, soutenus par la population, pour marquer un coup d'arrêt aux politiques d'austérité et engager les actions nécessaires pour réformer la santé et l'orienter vers la réponse aux besoins des populations.

Les personnels restent mobilisés et appellent à transformer les applaudissements du confinement en mobilisation lors des initiatives qui seront organisées particulièrement les 30 juin et 14 juillet 2020.

La gestion calamiteuse de la crise a fait payer à la population et aux personnels de santé un lourd tribut.

Le gouvernement, de même que l'Ars, ont failli pour répondre aux enjeux de cette pandémie pour protéger les femmes et les hommes. Les discours contradictoires, la pénurie de matériel de protection, principalement des masques... ont été compensés par des professionnels de santé qui se sont dépensés sans compter.

Aujourd'hui, il est évident que les choix d'hier ne peuvent plus avoir cours et le plan régional de santé doit être révisé sur de nouvelles orientations.

Le Ségur de la santé, décidé par le Premier Ministre, s'inscrit dans le débat dans un climat de défiance envers le gouvernement qui fait la démonstration qu'il n'entend pas tenir ses promesses de crise.

Les premières annonces du ministre de la santé sont aux antipodes des besoins exprimés par les personnels des différents secteurs de la santé.

Les personnels de santé exigent des engagements sur des prises de décisions en rupture avec le passé.

Cela passe principalement par :

- L'arrêt de toutes les fermetures d'établissements, de services et de lits,
- L'augmentation immédiate de 300 euros des salaires des soignants,
- L'abandon de la tarification à l'acte,
- Elaborer un nouveau plan régional santé partant des préoccupations des populations,
- Elaborer un plan de formation pour réaliser les embauches nécessaires dans les secteurs et territoires.
- Revoir les parcours des personnels pour valoriser les carrières.

Les personnels de santé, les populations dont les retraités sont attentifs et mobilisés pour porter ces exigences et peser sur les choix d'avenir pour la protection sanitaire et la santé de tous et toutes.